



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 26 JUIN 1994

N° 225

PRIX 4 FF



DERRIERE LA FACADE HUMANITAIRE

C'EST UNE INTERVENTION

COLONIALISTE

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

Page 2
Editorial

Page 3
Rwanda: La politique ethniste depuis la colonisation à nos jours.

Page 6
Mali: le risque de guerre s'accroît au nord

Page 7
Sénégal: l'Etat a les moyens d'entretenir des parasites...

Page 8
Sénégal: l'art de mettre à l'ombre un concurrent

Page 9
Cote d'Ivoire: A propos de la transformation du RDR en un parti

ABONNEMENT

FRANCE: 1 an

- Pli ouvert : 70 FF

- Pli fermé : 85 FF

Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-postes courants.

ETRANGER :

Même tarif mais uniquement en coupons-réponses internationaux.

ADRESSE:

DUFEAL - COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 - CLICHY Cedex

RWANDA**DERRIERE LA FACADE HUMANITAIRE, C'EST UNE INTERVENTION COLONIALISTE**

Avec l'aval de cette institution internationale, l'ONU, au service de la bourgeoisie mondiale, l'impérialisme français vient de déployer 2 500 soldats au Rwanda, avec pour mission "officielle" de porter secours aux populations en proie à la famine et menacées d'extermination. Une mission à caractère "strictement humanitaire", souligne-t-on à l'Elysée et dans les hautes instances politiques françaises. A l'unisson, les politiciens de la droite comme ceux du parti socialiste chantent l'ultime nécessité d'une intervention française dans ce pays, pour, dit-on, empêcher de nouveaux massacres.

Bien sûr que, pour l'impérialisme français, cette n ième intervention en Afrique, elle aussi, c'est pour des raisons de coeur. Quelle hypocrisie ! Partout dans ce continent, le gouvernement français, s'il y envoie ses troupes, c'est soit pour séparer les belligérants, soit pour évacuer ses "ressortissants" menacés, ou encore pour aider les populations aux abois. Des actes désintéressés, en somme. Pas pour des intérêts basement matériels. Oh, non.

Et pourtant, ces troupes sont là, notamment au Sénégal, en Côte d'Ivoire, en Centrafrique, au Gabon et au Tchad pour protéger les intérêts bien matériels des capitalistes français; C'est pour permettre aux Lesieur (huile d'arachide), Bouygues (bâtiment), Dassault (armements), à la CFDT (coton) ... de faire des affaires juteuses et de rapatrier capitaux et profits en toute quiétude.

Si l'impérialisme français intervient de nouveau au Rwanda, ce n'est certainement pas pour des "raisons humanitaires". Les troupes françaises étaient déjà là, au moment des massacres; elles n'ont pas pu empêcher les tueries. Pire, elles ont aidé aux massacres en armant le dictateur Habyarimana. Pire, elles ont aidé à la formation des milices du dictateur,

principales responsables des massacres. Voilà les complices des assassins qui, aujourd'hui, veulent qu'on applaudisse leur retour sur le lieu du crime.

Ce qui est sûr -et c'est le sens de l'opération "turquoise"- c'est que l'impérialisme français ne veut pas être éjecté du Rwanda, qui fait aujourd'hui partie de sa sphère d'influence; il veut s'y maintenir. Le prétexte "humanitaire" lui donne l'occasion de revenir en force, avec les "honneurs", comme des "secouristes" qui se jettent à l'eau pour sauver tout un peuple de la noyade.

Se maintenir dans leur zone d'influence, c'est cela que recherchent les dirigeants de l'impérialisme français. Peu importe qu'on les accuse de sympathie avec les Forces armées

gouvernementales, les FAR de l'ancien dictateur assassiné. Leurchoix n'est pas définitif; demain ils peuvent faire volte-face pour soutenir les bandes armées du Front patriotique rwandais (FPR). C'est l'avenir qui dira avec lesquelles des deux bandes armées ils s'entendront; ils pourront fort bien composer avec les deux forces rivales.

Que les FAR se maintiennent finalement au pouvoir, ou que le FPR s'en empare, ou encore que les deux forces armées rivales s'entendent pour gouverner, sous l'égide de la France, les populations n'auront rien à gagner à ces prochaines manoeuvres politiciennes. Comme elles n'ont aucun intérêt à soutenir les bandes armées d'un camp ou de l'autre, ces bandes d'assassins avec lesquelles le gouvernement français cherche à s'entendre.

RWANDA

LA POLITIQUE ETHNISTE DEPUIS LA COLONISATION JUSQU'À NOS JOURS

Le Rwanda, formellement indépendant depuis le 1er juillet 1962 est un petit pays de 26 336 km² peuplé de 7,1 millions d'habitants répartis de la manière suivante: Hutus, 90% de la population; Tutsis, 9% et Twas, 1%. Grégoire Kayibanda, 1er président a été renversé, lors d'un coup d'Etat, le 5 juillet 1973 par celui qui vient d'être assassiné, le général Juvenal Habyarimana.

Ce dernier, pendant 17 ans, avait maintenu une dictature féroce sur la population avant d'être contraint par les manifestations de contestation d'instaurer le multipartisme au Rwanda. Neuf partis sont officiellement reconnus. Ces partis jouent plus ou moins la carte ethnique ou régionale, y compris la carte de l'ethnie twa, dont la

presse occidentale et les politiciens occidentaux ignorent l'existence ou ils en parlent très peu.

La haine ethnique particulièrement meurtrière aujourd'hui, a été longtemps entretenue par les colonialistes.

D'abord par le colonialisme allemand en 1898, date de la conquête de cet ancien Etat monarchique. Auparavant, les habitants qui vivaient dans un ensemble plus vaste qu'aujourd'hui, le Ruanda-Urundi, étaient tous des sujets, sous la domination de divers rois. Ces rois étaient de différentes ethnies, de part les mariages inter-ethniques. L'Allemagne colonialiste s'était appuyée sur une ethnie minoritaire,

les Tutsis, pour gouverner. Ensuite par l'administration coloniale belge.

Le Ruanda-Urundi, en 1922 était placé sous protectorat belge après la défaite de l'Allemagne dans la première guerre mondiale. Les colonialistes, en s'appuyant sur une ethnie, en privilégiant cette ethnie, en lui ouvrant largement les portes de l'enseignement, en lui apprenant à diriger, a créé une situation de fait, la domination des Tutsis sur les autres, Hutus et Twas. C'était cela, c'est cela qui avait créé et qui continue de créer la division entre les membres de chaque ethnie qui auparavant cohabitait sans problème, qui contractait des mariages inter-ethniques.

C'était cette division créée par le colonisateur qui a entraîné aujourd'hui les massacres horribles

dont la presse nous parle. C'est complètement faux, c'est un mensonge de dire que ces ethnies, traditionnellement, se haïssent; que se sont des "sauvages" qui ne peuvent cohabiter.

Ce sont également les colonisateurs qui avaient divisé le territoire en deux entités artificielles, selon leurs intérêts: le Rwanda et le Burundi actuels. Après la vague des indépendances formelles de la plupart des pays d'Afrique, les nouveaux dirigeants à la peau noire ont repris la même politique de leurs maîtres: diviser pour régner.

Les politiciens bourgeois occidentaux et leur presse, s'ils parlent abondamment de massacres inter-ethniques, c'est pour mieux masquer leur responsabilité dans cette boucherie du Rwanda.

DIOUF, TOUJOURS PRESENT A L'APPEL DE SES MAITRES

Le gouvernement Mitterrand-Balladur a décidé d'intervenir militairement au Rwanda pour sauver ce qui reste de l'appareil d'Etat dictatorial qu'il a soutenu depuis quatre ans.

Dans cette sale guerre coloniale qui ne dit pas son nom, il n'a pas trouvé beaucoup d'adeptes auprès des puissances européennes même "amies". Même les chefs d'Etats africains, qui généralement lui sont favorables n'ont pas répondu à son

appel, sauf...Diouf.

Ce n'est pas étonnant. Déjà, pendant la guerre du Golfe, il avait accepté d'envoyer ses militaires pour se faire tuer aux premières lignes dans le camp des puissances impérialistes. Cette fois encore Diouf persiste et signe car il paraît que deux mille de ses soldats seront mis à la disposition des galonnés français au Rwanda.

Décidément la servilité d'un plat valet n'a pas de limite.

COTE D'IVOIRE

LE GOUVERNEMENT VOLE LES PRODUCTEURS DE CAFE

Le ministre ivoirien des matières premières reproche aux paysans cultivateurs de café de ne pas écouler leurs produits sur le marché en constituant des "stocks sauvages". En cette période de remontée du cours du café sur le marché mondial, l'Etat voudrait, en effet, profiter pour remplir sa caisse tout en payant aux paysans un prix dérisoire pour le produit de leur travail.

En janvier dernier, suite à la dévaluation du F CFA, le gouvernement avait consenti une petite augmentation du prix d'achat du café robusta aux producteurs dont le prix officiel est passé de 170 à 220 F CFA le kilo pour soi disant compenser les effets néfastes de la dévaluation sur la condition des petits paysans. Mais cette augmentation est inférieure à la perte due à la dévaluation. D'autant plus que même les prix officiels ne sont pas respectés par les intermédiaires dont la plupart sont de mêche avec ceux de la haute administration.

Quelques mois après, pour inciter les paysans à ne pas abandonner la culture du café, les autorités on porté le kilo à 275 FCFA. Et pourtant depuis le 23 mai le cours mondial du robusta est monté à 1300 FCFA le kilo, c'est-à-dire à près de cinq fois le prix d'achat à la production. Un représentant du FMI, de passage à Abidjan, a affirmé que grâce à la taxe à l'exportation du café et du cacao (taxe abandonnée depuis 1989 et rétablie en mars 1994) l'Etat

ivoirien empochera une recette supplémentaire de 180 milliards de FCFA. Une somme dont les paysans ne bénéficieront même pas d'une infime partie.

Ce ministre ne rougit pas pour oser dire que ce prix dérisoire qu'il impose aux paysans est destiné la mise en place d'un "fond de réserve dit de stabilisation primaire destiné à venir en aide aux paysans en cas de détérioration des prix". On se souvient de la "Caisse de Stabilisation" (la Caistab) qui a sévi durant des années et qui, théoriquement, était destinée à venir en aide aux paysans en cas de chute des prix sur le marché international.

Mais réalité, c'est une caisse noire pour l'Etat et pour tous les margoulin (à commencer par Houphouët) qui y puisaient dedans. C'est de l'argent qui provenait de l'exploitation des paysans et des ouvriers agricoles. Lorsque les cours mondiaux des prix du café et du cacao ont chuté à partir de 1989, la Caistab n'est pas venu en aide aux paysans frappés par la crise. Elle a été tout simplement déclarée en faillite. C'est ainsi que des milliards de francs CFA prélevés sur les achats à prix bas du café et du cacao ont "disparu".

Aujourd'hui, alors que le cours du café semble remonter, le gouvernement veut à nouveau rechanter les mérites de la Caistab. Mais cette chanson, les paysans la connaissent. Ils ne veulent pas être de nouveau les dindons de la farce.

MALI

LE RISQUE DE GUERRE CIVILE S'ACCENTUE
AU NORD

Récemment, le gouvernement de Konaré et les mouvements touaregs MFUA (Mouvements et Fronts Unifiés de l'Azawad) avaient signé un accord de paix qui préconisait l'intégration des combattants de ces mouvements dans l'armée régulière et dans l'administration. Mais cet accord n'a pas été respecté, ni par les autorités de Bamako ni par les dirigeants touaregs. Ces derniers ont fait une attaque surprise dans la région de Tombouctou, faisant plusieurs morts parmi les militaires et la population. Le gouvernement a réagi en bombardant les localités habitées par la population touareg. Il y a eu plusieurs victimes. Tel est l'engrenage dans lequel s'est enlisé ce conflit qui dure maintenant depuis plus de trente ans. Tous les gouvernements qui se sont succédé à Bamako depuis l'indépendance se sont montrés incapable de résoudre ce problème.

Les mouvements nationalistes Touaregs réclament l'autonomie de leurs régions situés au nord du Mali (Tombouctou, capitale régionale) près de la Frontière algérienne.

D'ailleurs ce problème touareg ne se pose pas seulement au Mali mais également au Niger et dans une moindre mesure au Burkina Fasso ainsi qu'en Libye et en Algérie. Les Touaregs étant une population nomade éparpillée dans toute cette région sud saharienne. Pendant la colonisation, l'impérialisme français qui, hypocritement

aujourd'hui fait semblant de se préoccuper du problème touareg, n'avait rien fait quand il administrait ces territoires. Même depuis les indépendances, le fait qu'il est le principal fournisseur en armes, pour ne pas dire le donateur, confirme sa complicité et sa responsabilité dans le malheur dont souffre aussi bien la population Touareg que le reste de la population pauvre de cette partie du continent.

L'autonomie ou l'indépendance de cette région désertique ne résoudra aucun problème des populations pauvres touaregs pas plus qu'elle n'a résolu les problèmes d'autres populations vivant dans des endroits moins désertique. Certes, les dirigeants de ces mouvements nationalistes pourront être des privilégiés à la tête des régions devenues autonomes ou indépendantes car ils pourront devenir des hauts fonctionnaires voire présidents ou ministres à l'image de ceux d'autres pays africains indépendants.

La solution pour les pauvres, au Mali comme dans d'autres pays, c'est qu'ils s'organisent en tant qu'exploités et opprimés pour chasser tous ensemble tous les dirigeants de ces régimes corrompus et instaurer une société débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme, qui seule pourra réellement reconnaître les droits de chaque peuple et de chaque ethnie.

SENEGAL.

L'ETAT A LES MOYENS D'ENTREtenir LES PARASITES MAIS PAS POUR LES TRAVAUX UTILES A LA POPULATION

Les habitants des quartiers populaires de Dakar sont de nouveau victimes du manque d'eau potable. C'est depuis plusieurs années que cela dure. L'eau courante manque dans les quartiers des pauvres plus particulièrement vers la fin de la saison sèche. Les gens sont obligés de faire la queue avec leurs seaux devant les fontaines publiques, parfois avant la levée du jour pour espérer avoir de l'eau à la maison. Chaque année les autorités disent que des solutions seront apportées. Mais jusqu'à présent on n'a même pas vu le début d'une solution.

Dans les quartiers des riches comme au plateau, à la corniche ou à Fann Résidence les habitants ne connaissent pas ces problèmes. Certains ont des citernes voire des puits pour leurs approvisionnement en cas de coupure. De plus, quand l'eau courante n'est pas suffisante pour approvisionner tous les quartiers, c'est dans les quartiers pauvres qu'elle est coupée en priorité pour que ces messieurs et ces dames des beaux quartiers puissent prendre aisément leur douche, arroser leur pelouse et même remplir leur piscine privée.

Cette année-ci, en plus de l'eau c'est l'électricité qui est rationnée. Parfois les coupures durent près de deux heures. Mais là aussi les plus touchés sont les petites gens car les riches eux, possèdent des groupes électrogènes.

C'est vrai que l'eau et l'électricité représentent des infrastructures lourdes et que les compagnies d'électricité et d'eau sont incapables de suivre le rythme

de l'extension de la ville de Dakar dont le nombre d'habitants grandit d'année en année. C'est vrai aussi que pour un pays pauvre comme le Sénégal la résolution de ces problèmes représente un grand financement.

Mais de la part de l'Etat c'est un choix politique. Car quand il s'agit d'entretenir une armée de plusieurs dizaines de milliers de soldats, des milliers de gendarmes et policiers, de douaniers et toute une pléthore de hauts fonctionnaires dont le principal travail consiste à racketter les petites gens et (pour ce qui concerne les premiers) à les réprimer en cas de révolte, là le pouvoir public sait trouver le financement. Pour cela l'Etat sénégalais trouve même des prêts auprès des bailleurs de fonds et auprès des dirigeants impérialistes, notamment français. Au passage, les dirigeants de l'impérialisme français ne se gênent même pas pour faire appel à l'armée sénégalaise afin d'accomplir ses basses besognes au Rwanda ou plus précisément, pour donner une couverture un peu "africaine" à son intervention prétendument humanitaire dans ce pays. Les dirigeants de la France ont à peine claqué des doigts que leurs valets du Sénégal, tels les chiens de garde se sont présentés à leurs pieds.

Alors oui, pour avoir de l'eau potable, de l'électricité dans leurs maisons tout comme pour avoir les moyens de se soigner, d'éduquer leurs enfants les travailleurs et l'ensemble des déshérités du Sénégal auront à se battre. C'est un droit qu'ils auront à imposer par leur force à ceux qui les dirigent.

SENEGAL.

1. ART DE METTRE A L'OMBRE UN CONCURRENT

Un an après l'assassinat du vice-président du Conseil constitutionnel, Babacar Seye, le 15 mai 1993, le Tribunal de Dakar - entendez le gouvernement sénégalais - accorde un non lieu à Abdoulaye Wade, son épouse, trois députés du PDS ainsi qu'au conseiller financier de Wade, tous inculpés de "complicité d'assassinat" du magistrat survenu quelque temps après l'élection contestée de Diouf.

Wade restera cependant en prison parce qu'il est toujours sous l'inculpation d'"atteinte à la sécurité de l'Etat" depuis les émeutes du 16 février dernier à Dakar. Il est probable d'ailleurs que Diouf lui trouve d'ici peu une issue de sortie du genre "grâce présidentielle" tout en gardant l'apparence du cinéma de l'"indépendance de la justice".

Dans la situation politique et sociale actuelle où il suffit de très peu pour qu'éclate de nouveau une explosion sociale semblable aux émeutes du 16 février dernier, il n'est, en effet, pas dans l'intérêt

de Diouf que son principal opposant devienne un martyr de sa politique.

Diouf voudrait bien gouverner en paix, avec une opposition parlementaire certes mais sans agitation sociale. Mais son problème ce n'est pas Wade. Ce dernier veut bien jouer son rôle d'opposant comme tout politicien bourgeois qui se respecte.

Le véritable problème c'est que les travailleurs et les centaines de milliers de pauvres des quartiers populaires de Dakar, voyant leur sort s'empirer de jour en jour, peuvent constituer une menace quotidienne pour le gouvernement. Ceux-là n'ont rien à attendre de la politique de Diouf qui voudrait bien la paix sociale mais tout en continuant à les appauvrir pendant que les riches eux voient leur compte en banque grossir. Mais il n'ont rien à attendre non plus de Wade qui n'a qu'une seule ambition, celle de remplacer Diouf tout en gardant fondamentalement la même politique.

IMMIGRATION

SOLIDARITE AVEC LA MANIFESTATION DES TRAVAILLEURS SENEGALAIS A PARIS

Le samedi 18 juin, à l'appel de L'Union des Travailleurs Sénégalais / Action Revendicative, une manifestation réunissant plusieurs centaines de personnes a eu lieu devant le consulat du Sénégal à Paris.

Les manifestants exigeaient :

- La renégociation des accords entre le Sénégal et la France sur

les allocations familiales et la Sécurité Sociale.

- L'ouverture du Consulat le samedi matin.

- L'établissement d'un livret de famille consulaire

- La possibilité de déposer des demandes de cartes nationales d'identité à partir des consulats.

Les travailleurs sénégalais en

France ont bien raison de lutter contre les attaques dont ils sont victimes de la part non seulement des autorités de leur pays, mais

aussi de celles de la France pour ce qui concerne notamment les prestations sociales.

COTE D'IVOIRE

A PROPOS DE LA TRANSFORMATION DU RDR EN UN PARTI

Comme on s'y attendait depuis la fin du congrès du PDCI organisé pour proclamer Bedié président de l'organisation, les soi-disant "rénovateurs" réunis autour de Djény Kobina au sein du RDR ont décidé de quitter l'ancien parti unique. Ils se proposent de créer un autre parti dans les jours à venir. Utilisant comme un prétexte la manière dont ils avaient été traités lors du dernier congrès -on leur avait refusé d'intervenir-, Djény Kobina et ses comparses justifient leur décision, entre autres, par le fait que le PDCI n'a pas fait "sa mue", que les structures de l'organisation sont monopolisées par un groupe de dirigeants réunis autour de Fologo qui empêchent tout débat démocratique et imposent à l'ensemble du parti une sorte de dictature interne au service du pouvoir de Bedié. Ils accusent aussi la direction actuelle du PDCI de n'avoir pas "un projet de société", etc.

En vérité tous ces arguments ne sont valables que pour divertir et tromper les gens. Car, les Djény Kobina et consorts eux-mêmes, qui ont milité pendant des années au sein du PDCI dont ils sont les purs produits, savent mieux que quiconque que de tout temps il en a toujours été ainsi au sein de ce parti. Du vivant d'Houphouët, c'était ce dernier qui décidait seul de la vie du parti. Le PDCI était son organisation qu'il dirigeait d'une main de fer au service d'un pouvoir quasi personnel fondé sur la dictature du parti unique. Aujourd'hui les Bédié, Fologo et

autres ne font que poursuivre dans le même sens, en maintenant les traditions de la maison que Djény Kobina et ses amis ont contribué à développer tant à l'intérieur du PDCI que du pays en général. Quant au prétexte selon lequel le PDCI n'a pas de "projet de société", il ne peut que faire sourire, parce que, en effet, on peut se demander si c'est une découverte ou un fait nouveau. Sous le long règne d'Houphouët, dont les Djény Kobina et autres étaient les sous-fifres, le PDCI avait-il un autre projet que celui de permettre à la bourgeoisie de s'enrichir au détriment des masses laborieuses ? N'est-ce pas la même politique que le même parti continue sous la direction de Bédié?

En fait, les véritables raisons de la décision de Djény Kobina et ses amis de former leur parti sont ailleurs. Elles sont essentiellement liées aux luttes pour le pouvoir que se livrent les différents clans à la tête du PDCI, notamment celui de Bédié et celui de l'ancien premier ministre Alassane Ouattara, qui se disputent le leadership depuis la mort d'Houphouët. Le clan de Bédié leur ayant barré tant le chemin de la présidence de la République que du PDCI, Djény Kobina et ses amis, qui ne cachent pas leur sympathie pour Alassane Ouattara et s'affirment même comme des "alassanistes" convaincus, veulent se donner une structure à part, autonome, dans la perspective des grandes échéances électorales, notamment les présidentielles de 95. Ils ont leur candidat : Alassane Ouattara. Mais il leur manque un

parti. Alors en décidant d'en créer un, ils veulent combler cette lacune en mettant au service de leur leader un appareil sur lequel il pourra s'appuyer pour la conquête du pouvoir.

Mais si les amis d'Alassane cherchent à se doter d'un parti, cela ne veut pas dire qu'ils aient autre chose à proposer que la politique au profit des riches qu'ils ont servie des années durant sous le pouvoir d'Houphouët et qui a conduit à la situation actuelle. Leur prétendu "projet de société" n'est ni plus ni moins que la politique actuelle de Bédié, qui est la même que celle pratiquée déjà par Alassane quand il était le premier ministre d'Houphouët. La création d'un nouveau parti va tout simplement leur permettre de regrouper au tour d'eux les nombreux candidats aux postes ministériels et autres que l'on trouve tant au PDCI que dans le pays, afin de chercher à établir un rapport de force en leur faveur.

Nul ne peut pour le moment dire avec exactitude la suite que prendra la lutte d'influence qui vient d'éclater au grand jour au sein du PDCI. Mais on peut d'ores et déjà supposer que si l'initiative de Djény Kobina et ses comparses n'entraîne pas de profonds bouleversements au sein du PDCI, elle risque d'apparaître comme un épiphénomène sans lendemain que le pouvoir traitera avec mépris. Par contre, si, grâce à l'image d'Alassane Ouattara, elle bénéficie d'un vaste soutien de certains notables du PDCI et d'une frange importante de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie, le pouvoir ne restera pas sans réagir. Les attaques qu'on enregistre déjà dans la presse gouvernementale contre Djény Kobina et le RDR combinées aux campagnes menées essentiellement dans les milieux musulmans pour dénigrer l'initiative prise par les

amis d'Alassane de créer leur parti sont autant de signes de ce qui risque d'arriver.

En effet, si demain, à la tête d'un parti issu du RDR, Alassane Ouattara s'engage officiellement dans une lutte pour le pouvoir contre Bédié, il n'est pas exclu que le clan de ce dernier brandisse le spectre du régionalisme et du tribalisme en le présentant comme le représentant des Nordistes et des Musulmans revanchards qui voudraient prendre le pouvoir des mains des Sudistes, notamment des Baoulé en particulier et des Akan en général. La lutte pour le pouvoir sur un fond de tribalisme comme celle que nous avons connue après la mort d'Houphouët, opposant déjà le clan Bédié à celui d'Alassane, pourra ressurgir et, peut-être, prendre cette fois-ci une dimension autrement dramatique, basculant le pays dans des déchirements ethniques sans issue pour les pauvres qui seront les principaux perdants, quel que soit le camp qui l'emportera.

S'il est vrai qu'on ne peut qu'émettre des hypothèses pour esquisser l'évolution possible de la lutte actuelle entre les différents clans du PDCI, une chose est sûre cependant : dans ces histoires-là les masses pauvres n'ont rien à faire ou à gagner. Le combat entre le clan Bédié et celui d'Alassane n'est pas le leur. Car, quel qu'en soit l'issue, le pouvoir qui en sortira, comme par le passé, servira les intérêts des riches, ceux de la bourgeoisie, au détriment des masses pauvres. Pour qu'il y ait un véritable changement mais pour éviter aussi le risque des affrontements ethniques, fratricides et criminels, qui peuvent naître de la lutte pour le pouvoir que se mènent les différents politiciens, il est de l'intérêt des travailleurs, de tous les pauvres, de s'unir, de s'organiser pour se défendre collectivement contre tous les riches.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.